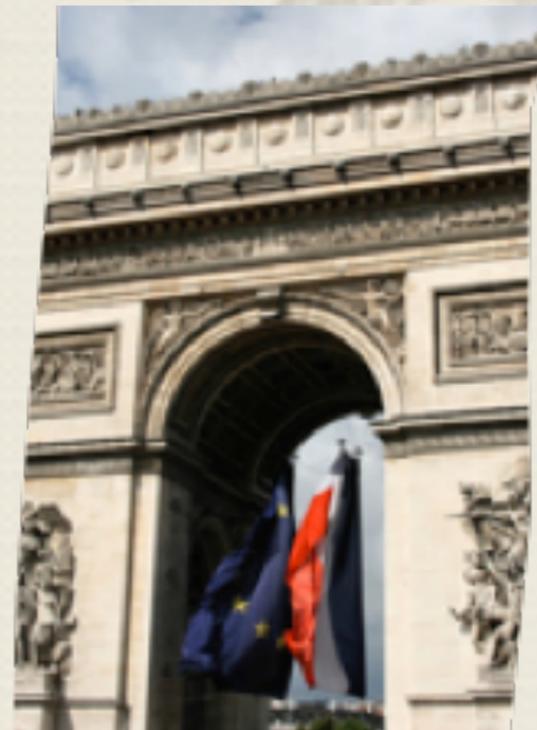


# LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 15 SEPTEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) Ils planquent les sous
- 2) Et encore une insulte
- 3) La Chute
- 4) Il en fait un peu trop !
- 5) La pauvreté s'installe petit à petit
- 6) Les routiers rentrent dans le mouvement
- 7) Autant opportuniste que ses petits camarades
- 8) Un nouveau média arrive...



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) Les 3 520 ménages les plus riches de France planquent... 140 milliards d'euros dans les paradis fiscaux !**

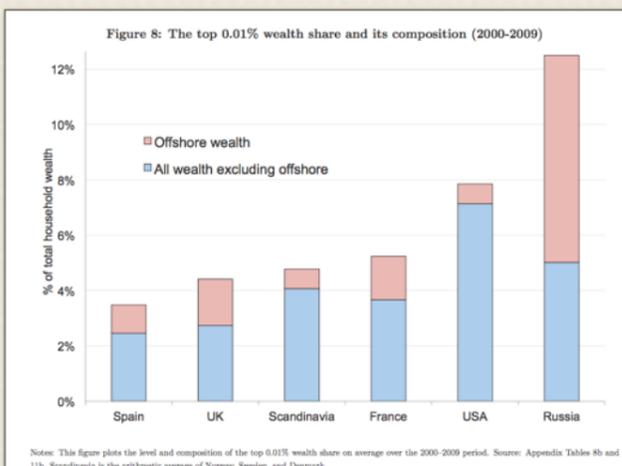


Une récente étude montre que les ménages français disposent de 300 milliards d'euros dans les paradis fiscaux. La moitié en revient aux ultra-riches, ceux qui représentent 0,01% de l'ensemble des ménages. Plusieurs dizaines de milliards d'euros de manque à gagner fiscal. Les données sur la hausse des inégalités sont viciées par ce phénomène.

Les inégalités de patrimoine identifiées en France ne sont décidément que la partie émergée de l'iceberg... Que nos riches planquent leur magot dans des paradis fiscaux, on le savait. Mais une nouvelle étude récente montre que les 3 520 ménages les plus riches de France (c'est-à-dire les fameux "top 0,01%", autrement appelés les "ultra-riches") cachent à eux seuls pas moins de 140 milliards d'euros dans des paradis fiscaux ! Soit 30% à 40% de leur galette, qui représentent 50% des avoirs français planqués au total (300 milliards) dans les paradis fiscaux. Pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène, il faut avoir en tête que 140 milliards, c'est tout simplement 7% de notre PIB national.

Telles sont les principales conclusions pour notre pays de l'étude « Qui détient la richesse dans les paradis fiscaux. Les preuves macroéconomiques et ses effets sur les inégalités globales », publiée par trois chercheurs dont le Français Gabriel Zucman. Ce professeur à Berkeley, en Californie, est "un bébé Piketty" : l'auteur du Capital fut en effet son directeur de thèse. Ces travaux auxquels il a contribué montrent que les inégalités de patrimoine enregistrées en France, calculées sur les données fiscales fournies par Bercy, sont massivement sous-estimées, en France comme ailleurs. Officiellement en effet, nos ultra-riches, disposent de 3,8% du patrimoine total des ménages français (de l'ordre de 10.000 milliards d'euros). Mais si l'on y ajoute le 1,4% qu'ils ont placé offshore, leur galette culmine à 5,2%, soit l'équivalent de 520 milliards d'euros.

Or, si l'on se réfère au rapport du Conseil des prélèvements obligatoires de 2011 sur les impôts pesant sur les ménages, ces 3 520 ménages ultra-riches n'avaient déclaré en 2011... qu'un peu moins de 9,1 milliards d'euros de revenus. Ils n'ont donc dû s'acquitter que de moins de 2 milliards d'impôts sur le revenu, soit un très modeste taux nominal de 17,5%... Voilà une info qui tombe mal, au moment où les deux réformes fiscales majeures d'Emmanuel Macron - la baisse de l'ISF ramené à une simple super taxe immobilière et la flat tax pour les revenus mobiliers - vont profiter essentiellement à ces ménages aisés.

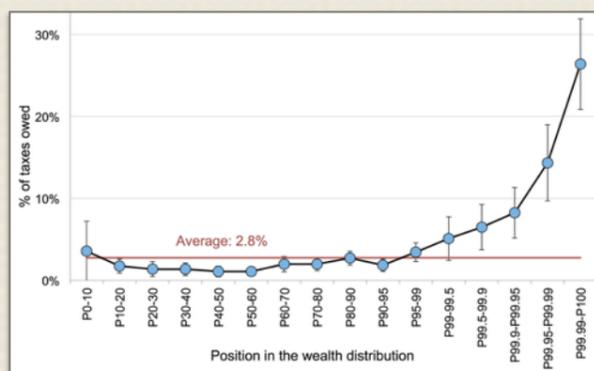


Justement, l'étude se penche aussi sur le fameux argument brandi par les libéraux, arguant que ce sont les impôts qui font fuir ces immenses fortunes. « Il ne peut y avoir aucun schéma clair de lecture des données, écrivent les auteurs.

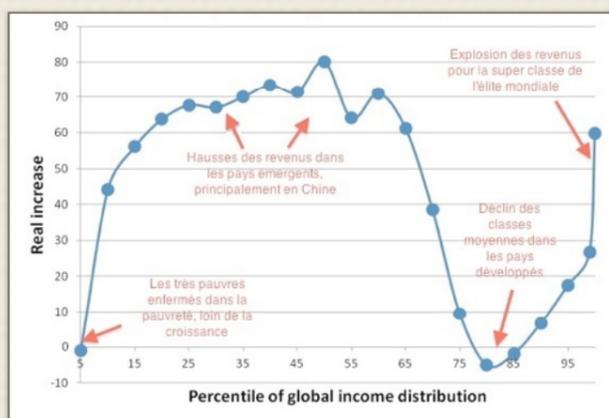
Le niveau des avoirs dans les paradis fiscaux ne peut pas être simplement expliqué par les différences entre les taux d'imposition ou d'autres paramètres financiers et institutionnels ». Autrement dit, n'en déplaise aux Cassandre qui passent leur vie à se plaindre des taux d'imposition, d'autres paramètres jouent à plein, comme l'attachement au modèle social ou la répression des fraudeurs. Pour preuve, l'étude relève que des pays à forte imposition comme le Danemark et la Norvège ne voient que l'équivalent de 3% de leur PIB s'enfuir offshore...

Ce grand mensonge de riches trop taxés, c'est pourtant aussi celui qui inspire les baisses d'impôts décidées par l'actuel gouvernement, ou encore la multiplication des traités de libre-échange comme le Ceta, qui entrera à 90% en vigueur le 21 septembre.

En revanche, en étudiant comment les ultra-riches se comportent dans ces pays vertueux, les auteurs réussissent à montrer une relation de causalité : plus on est riche, plus on détient de patrimoine offshore et plus on fraude proportionnellement. Sur l'ensemble des pays étudiés, les 0,01% les plus aisés cachent ainsi plus de la moitié de leur patrimoine dans les paradis fiscaux, et leur fraude représente un tiers de leurs impôts.



Ce genre d'études académiques, démontrant la concentration croissante des revenus et des patrimoines, et leur lien avec la hausse des inégalités dans les pays, se multiplie. Le graphe de l'éléphant de Branko Milanovic, que Marianne a contribué à populariser en France en le publiant dès 2014, est devenu le symbole de cette inégalité, sous-produit de la mondialisation libérale qui ronge les sociétés occidentales :



Toutes ces études convergent. A commencer par le livre de Thomas Piketty, Le capital au XXIe siècle. Elles décrivent toutes un monde fou où, grâce aux paradis fiscaux, les plus riches se soustraient à l'impôt et accumulent les richesses. Outre les dizaines de milliards d'euros de manque à gagner fiscaux - et donc sociaux - que cela représente, le phénomène rend même caduques les données fiscales sur lesquelles se fondent nos politiques publiques. Il contribue en effet à masquer la réalité d'un monde où les inégalités se creusent massivement, sous les radars.

Pendant ce temps les classes populaires, qui elles

ne disposent pas des ressources pour gruger le fisc ou surfer sur les vagues hautes de la mondialisation, continuent à se paupériser.

### Précision

La distribution des ménages fait que 0,01% représente 3 520 foyers, et non 352 foyers comme écrit dans la première version. Nos excuses pour ce mauvais chiffre resté en ligne quelques minutes.



LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Insulte inacceptable en commission des Lois



Crédits photo : Assemblée nationale

La France insoumise dénonce l'inacceptable insulte et mise en cause personnelle de la part d'un député de la majorité présidentielle, ancien directeur du raid, M. Fauvergue, en commission des Lois.

En accusant le député insoumis Ugo Bernalicis, lui-même fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, d'avoir insulté par ses réserves les policiers et gendarmes ainsi que les victimes des attentats terroristes, les bornes de l'insupportable ont été franchies. Une suspension de séance immédiate n'a pas permis la rétractation de ces propos. Est-ce à dire que l'intéressé, et d'autres peut-être, veulent que ce soit sur ce ton qu'ait lieu le débat en séance plénière ? Nous ne le voulons pas. Nous ne le permettrons pas. Nous sommes certains que nos collègues de tous bords seront d'accord avec nous.

Nous avons officiellement demandé que le Président de l'Assemblée nationale et son Bureau engagent des procédures disciplinaires à l'encontre de M. Fauvergue, sur le fondement des articles 70 et 77 du règlement de l'Assemblée nationale.



### III) Baromètre Ipsos- "Le Point" : Macron-Philippe, la chute

**Malgré une rentrée énergique, le couple exécutif continue de décevoir, jusqu'à atteindre des scores d'impopularité jamais atteints par ses prédécesseurs.**

Par Laureline Dupont



Emmanuel Macron, entouré d'Édouard Philippe et de Gérard Collomb. © PHILIPPE WOJAZER / POOL / AFP / PHILIPPE WOJAZER

Le couple exécutif espérait sans doute une rentrée en fanfare, une rentrée qui tranche avec les petits cafouillages du début de l'été, de la démission très médiatisée du général de Villiers à l'étrange communication du gouvernement sur la baisse de cinq euros des APL, en passant par le moment de flottement qui a paru un temps auréoler les annonces budgétaires. Mais, quelles que soient leurs tentatives pour égayer la rentrée (long et dense entretien au Point pour le président, interventions médiatiques nombreuses couplées à des déplacements de terrain pour le Premier ministre), Emmanuel Macron et Édouard Philippe semblent poursuivre inexorablement leur dégringolade entamée au mois de juillet. Jamais un président et un Premier ministre n'auront cumulé autant d'opinions défavorables quatre mois seulement après leur installation. Bon nombre de sondés convaincus hier semblent à présent déçus de l'action d'Emmanuel Macron. Depuis le mois de juillet, le chef de l'État a perdu 10 points de jugements positifs, passant de 42 à 32 %. Quant aux jugements négatifs à son encontre, ils grimpent, eux, à 54 % (+ 12). À la même période, François Hollande pouvait compter sur 44 % d'avis favorables, tandis que Nicolas Sarkozy, lui, culminait encore à 64 % de jugements positifs.

#### Premier ministre dans la tourmente

Même constat pour Édouard Philippe, dont le destin semble lié à celui du président. Quinze jours après la présentation des ordonnances et malgré un « travail de pédagogie poussé », dicit ses conseillers, le Premier ministre ne recueille que 32 % d'opinions favorables (- 9), contre 48 % d'opinions défavorables (+ 12). Paye-t-il le prix de ses errements lors de sa prestation fin août chez Jean-Jacques Bourdin jugée ratée, y compris par son propre cabinet ?

Une chose est sûre, son invitation à L'Émission politique de France 2 le 28 septembre prochain donne déjà lieu à Matignon à des séances de travail pour éviter de réitérer les erreurs passées.

Pour le président comme pour lui, ces baisses ont lieu dans l'ensemble des catégories politiques, mais on remarque un affaissement un peu plus net chez les sympathisants LR et PS. Ainsi, Macron perd 23 points chez les électeurs socialistes et 13 points chez les sympathisants des Républicains.

### Exceptions

Les difficultés rencontrées par le couple exécutif semblent également se répercuter sur les ministres. Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, qui fait son entrée dans le baromètre cette semaine, plafonne ainsi à 14 % d'opinions favorables, contre 30 d'opinions défavorables. Seuls quelques ministres au cœur de l'actualité semblent épargnés, à l'instar du ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer qui gagne 6 points de jugements positifs ou de Muriel Pénicaud qui décroche un petit point supplémentaire, passant de 10 à 11 %. Nicolas Hulot reste en tête du classement, mais n'agrège plus que 46 % d'opinions favorables (- 6).

Du côté de l'opposition, difficile d'identifier ceux à qui profite la perte de popularité de l'exécutif. Personne ne semble tirer son épingle du jeu. Sur les 32 personnalités testées, 24 sont en baisse. Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, reste cinquième, mais perd quelques points de jugements positifs (31 %, - 3). Marine Le Pen, quant à elle, reste première dans le cœur des sympathisants frontistes (89 % d'opinions favorables), mais, nouveauté de septembre, la voilà talonnée par sa nièce pourtant temporairement retirée de la vie politique. Marion Maréchal-Le Pen atteint 84 % d'opinions favorables (+ 10). Chez Les Républicains enfin, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé font la course en tête, suivis de près par François Baroin. Candidat à la présidence des Républicains, Laurent Wauquiez, dont personne ne paraît envisager la défaite, est pourtant loin dans le classement. Neuvième chez les sympathisants LR, le tenant de la droite conservatrice perd même des points puisqu'il passe de 57 à 43 % de jugements positifs et de 25 à 35 % de jugements négatifs.

Le Point

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

### IV) La mise en scène d'Emmanuel Macron à Saint-Martin qui dort sur un lit de camp et se lave au seau



Emmanuel Macron à Saint-Martin © Christophe Ena / POOL / AFP



Sylvain Chazot  
sylvain.chazot@europe1.fr

Il est le Président de tous les Français. Mais il est également un Français comme les autres. Et son entourage voudrait bien que cela se sache. Surtout lorsque le chef de l'État donne de sa personne.

**Emmanuel Macron est depuis mardi 12 septembre à Saint-Martin.** L'île a été ravagée par l'ouragan Irma. Le chef de l'État est venu au chevet des victimes. Mais pas que.

Selon RTL, certains proches du Président ont tenu à faire savoir qu'Emmanuel Macron n'était pas venu aux Antilles pour se la couler douce. Non. Le leader de la cinquième puissance du monde fait "comme les sinistrés" et **dort sur un lit de camp** dans la gendarmerie. Même chose pour les **toilettes et la douche**. Ce sera avec un **seau d'eau**. À la dure.

Le chef de l'État l'a lui-même admis mardi lors d'un point presse :

*Je vais faire comme les habitants ici puisque je serai avec eux ce soir [mardi]. Il n'y a pas le choix. Mais moi je repartirai demain. Et eux, ils le font depuis plusieurs jours et encore plusieurs jours.*

Autre mise en scène : Emmanuel Macron a **patrouillé avec les gendarmes** de Saint-Martin une partie de la nuit.

Ces gestes ne sont surement pas gratuits. Leur publicité non plus. Arrivé mardi aux Antilles, **le chef de l'État a dû affronter la colère de certains habitants, excédés**. Montrer qu'il vit dans les mêmes conditions qu'eux après le passage d'Irma, ne serait-ce que pour 24h, cela porte un nom : la communication.

### V) En 2017, plus d'un Français sur trois s'est déjà senti pauvre

Par Challenges.fr

**En 2017, plus d'un Français sur trois s'est déjà senti pauvre selon le dernier baromètre Ipsos-SFP Secours populaire publié jeudi. 37% des Français interrogés ont déclaré avoir connu "une situation de pauvreté"**



37% des Français interrogés par le dernier baromètre Ipsos-SFP (Secours populaire) ont déclaré avoir connu "une situation de pauvreté"

Ne pas pouvoir se soigner, s'alimenter sainement... En 2017, plus d'un Français sur trois s'est déjà senti pauvre selon le dernier baromètre Ipsos-SFP (Secours populaire) publié jeudi 14 septembre. 37% des Français interrogés ont déclaré avoir connu "une situation de pauvreté". Les Français considèrent qu'une personne seule est pauvre quand elle gagne un revenu mensuel inférieur ou égal à 1.113 euros. L'Insee établit, lui, le seuil de pauvreté monétaire à 1.015 euros par mois, seuil égal à 60% du niveau de vie médian de la population.

De manière générale, le Secours populaire pointe un contexte de précarisation de la société où un peu plus du tiers des sondés déclarent que leurs revenus leur permettent juste de boucler leur budget et où 19% vivent à découvert. Les vacances et la culture restent les postes de dépenses les plus problématiques. Près d'un Français sur deux reconnaît avoir du mal à partir en vacances au moins une fois par an, 43% à accéder à des biens ou des activités culturelles. Viennent ensuite la santé et le logement. 39% des Français affirment avoir des difficultés à régler certains actes médicaux mal remboursés par la sécurité sociale; un peu plus d'un tiers à payer leur loyer, leur emprunt immobilier ou les charges de leur logement.

### La précarité grandissante des seniors

Le Secours populaire pointe également la précarité grandissante des seniors, avec une augmentation de près de 50% des demandes d'aides, venant particulièrement des femmes de plus de 60 ans. A l'instar du reste de la population, un peu plus d'un tiers des seniors s'est déjà senti pauvre. Chez les plus modestes (moins de 1.200 euros par mois), 40% disent ne pas pouvoir se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour. Cette précarisation inquiète fortement les Français: 84% pensent que leurs enfants ont plus de risques qu'eux de connaître la pauvreté.

"De plus en plus de Français sont confrontés à une immense détresse", regrette Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, interrogé par l'AFP, qui appelle à plus de "solidarité" plutôt qu'à davantage d'"assistantat" face à cette situation.

Sondage réalisé par téléphone du 23 juin au 1er juillet 2017 auprès de deux échantillons, un de 1005 personnes âgées de plus de 15 ans et un second de 277 seniors permettant de disposer de 565 constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 60 ans et plus.

### Beaucoup reste à faire, selon Bill Gates

Ce rapport intervient le lendemain de celui remis par la Fondation Bill et Melinda Gates, selon lequel le monde a fait de gros progrès depuis 1990 en matière de lutte contre la pauvreté, mais beaucoup reste à faire pour qu'elle touche moins de 6% de sa population en 2030.

Revendiquant des milliards de dollars dépensés depuis 15 ans au profit du développement durable, le couple veut publier chaque année un rapport "jusqu'à 2030 pour évaluer les progrès, afin de tirer les leçons de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas".

Il dira chaque année "clairement si le monde progresse, stagne ou régresse", soulignent-ils dans leur premier document, publié en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU à New York.

Leur démarche vient en appui des "Objectifs du développement durable" définis par l'ONU en 2015. Les Nations unies ont établi 230 indicateurs et 169 cibles à atteindre d'ici 2030. Le couple s'est arrêté sur 18 indicateurs. "On essaie de passer en revue les progrès incroyables" réalisés dans le monde, notamment "en matière de pauvreté et de lutte contre les maladies", a précisé Bill Gates à des médias dont l'AFP.

[challenges.fr](http://challenges.fr)

## VI) Avec la grève des routiers, le mouvement anti-loi travail rentre dans le dur

### La contestation contre les ordonnances réformant le code du travail s'élargit.

Geoffroy Clavel Chef du service politique du HuffPost



AFP

CODE DU TRAVAIL - Quand la contestation fait tache d'huile. Au lendemain de la première mobilisation nationale à l'initiative de la CGT, une nouvelle corporation rejoint le mouvement contre les ordonnances réformant le code du travail. Et celle-ci risque de peser dans le bras de fer avec le gouvernement.

Les fédérations CGT et FO des transports ont appelé ce mercredi le secteur routier à une grève reconductible à partir du 25 septembre pour demander le retrait de la réforme du Code du travail, qui va selon eux accroître le "dumping" social entre les entreprises. De leur côté, plusieurs syndicats CFDT des transports (Route/Transports urbains/Marins) et la CFTC-Transports ont eux appelé à une "mobilisation le 18 septembre", alors que leurs confédérations n'ont pas participé aux manifestations mardi. Dans un communiqué, ils demandent aux salariés de "faire entendre leur colère" contre le "typhon social" que provoqueraient selon eux les ordonnances Macron dans les transports.

Une mauvaise nouvelle pour l'exécutif qui voit le front syndical se renforcer. Autre signal inquiétant pour le gouvernement Philippe, les transporteurs ne devraient pas se contenter de manifester et tenteront d'opérer des blocages.

### Les dépôts de carburants en ligne de mire

"Bien évidemment" les dépôts de carburants

seront une cible, "ce sera une grève qui aura des conséquences très concrètes sur l'économie française", prévient Jérôme Vérité, secrétaire général de la fédération CGT-Transports, lors d'une conférence de presse. De quoi laisser craindre des pénuries? Pour l'heure, aucun mot d'ordre de grève n'a encore émané des raffineries.

En mai dernier, la fédération CGT des transports avait de nouveau bloqué des dépôts de carburants dans le cadre d'un conflit portant sur la spécificité du transport de matières dangereuses et l'amélioration des conditions de travail.

Son homologue à FO, Patrice Clos, a promis des "actions fortes et puissantes", comme en mai 2016. A l'approche de l'Euro de football, les routiers avaient alors obtenu que le projet de loi travail ne modifie pas leur régime dérogatoire sur les heures supplémentaires. "Marcher dans la rue, c'est bien mais on a vu dans le passé que des millions de salariés ne font pas bouger les lignes, alors on essaie autre chose", explique Patrice Clos, qui a défilé mardi à Paris au côté du leader de la CGT Philippe Martinez.

Ce que prévoient les ordonnances est "un recul social sans précédent", qui en permettant "de s'attaquer aux primes d'ancienneté, entreprise par entreprise (...) attaque frontalement la fiche de paie des routiers français", a expliqué Jérôme Vérité.

### Vers une "convergence des mobilisations"?

Cet élargissement du front anti-loi travail est d'autant plus inquiétant pour l'exécutif qu'il s'inscrit dans un calendrier social déjà chargé avec des manifestations en rafale: le 18 septembre, première grève des routiers; le 21 septembre nouvelle mobilisation de la CGT; le 23 septembre, manifestation initiée par Jean-Luc Mélenchon; le 28 septembre, manifestation des retraités contre la hausse de la CSG. Avec, à la clé, le risque pour le gouvernement d'une agrégation des mécontentements.

Un objectif assumé par les deux fédérations de transporteurs routiers qui espèrent parvenir rapidement à un mouvement unitaire, qui s'élargisse ensuite à d'autres secteurs. "On commence avec les routiers", ont indiqué les deux représentants en souhaitant une "convergence des mobilisations".

En attendant, le patron de la CGT Philippe Martinez peut se frotter les mains. Il a d'ailleurs revu à la hausse la participation de ce mardi lors de la première mobilisation nationale contre la loi travail.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## VII) Laurent Wauquiez cumule treize ans de droits à la retraite pour deux mois passés au Conseil d'Etat

Laurent Wauquiez, candidat à la présidence des Républicains, et même favori, est au cœur d'une polémique depuis ce jeudi. L'homme politique a passé deux mois au sein du Conseil d'Etat en 2004 et cumule depuis des droits à la retraite sur ce poste qu'il n'occupe plus. Pour Olivier Faure, le président du groupe socialiste à l'Assemblée, c'est un "emploi fictif".



Pour le président du groupe socialiste à l'Assemblée Olivier Faure, Laurent Wauquiez "perpétue la tradition des emplois fictifs" en ne se défaisant pas de ce statut spécial. © ROMAIN LAFABREGUE / AFP

Alors qu'il est annoncé comme le grandissime favori pour accéder à la présidence du parti Les Républicains, Laurent Wauquiez vient de redescendre dans l'estime de certains sympathisants de droite. L'actuel président de la région Auvergne-Rhône-Alpes bénéficie depuis 2004 de droits à la retraite pour un poste qu'il n'a occupé que deux mois au Conseil d'Etat, avant de se lancer en politique en Haute-Loire et de décrocher son premier mandat parlementaire.

Sitôt élu, il a obtenu son détachement de la fonction publique, un statut politique qui permet de réintégrer ses précédentes fonctions en cas de défaite électorale mais aussi de cumuler les droits à la retraite liés au poste.

Comme le souligne Lyon Capitale, qui a pointé du doigt cette incongruité, il n'y a rien d'illégal à cela. De plus, le Premier ministre Edouard Philippe vient de prolonger de cinq ans la mise en détachement par arrêté publié au Journal Officiel. Laurent Wauquiez va donc pouvoir continuer à cumuler des droits à la retraite sur ce poste jusqu'en 2022. Ce qui va à l'encontre de ce qu'il estimait en 2011: "L'assistantat est un cancer", disait-il.

Pour l'association Anticor, ce statut de mise en détachement est une aubaine pour toutes les personnalités politiques qui en bénéficient: "On se rend compte que les carrières des élus dans la fonction publique s'apparentent à des placards dorés", a ainsi déclaré Jean-Christophe Picard dans Lyon Capitale.



Olivier Faure @faureolivier  
Wauquiez perpétue la tradition des emplois fictifs. #faitescequejedispascequejefais <https://francesoir.fr>

Pour le président du groupe socialiste à l'Assemblée Olivier Faure, Laurent Wauquiez "perpétue la tradition des emplois fictifs" en ne se

## VIII) La France insoumise veut lancer un média sur le web pour diffuser ses idées

Par Marc de Boni



Jean-Luc Mélenchon et la responsable de sa communication Sophia Chikirou en 2012 CHARLES PLATIAU/AFP

**LE SCAN POLITIQUE - Proche de Jean-Luc Mélenchon, Sophia Chikirou travaille à la création d'une nouvelle plateforme qui se donne pour ambition de limiter l'hégémonie des «médias dominants».**

Jean-Luc Mélenchon aime à le rappeler: avec près de 370.000 abonnés sur sa chaîne Youtube, il est l'animateur de l'une des premières chaînes politiques françaises de la plateforme. Misant sur des contenus innovants et très regardés, le tribun de la France Insoumise a pu construire des outils de relation directe à son électorat, et a ramené les résultats électoraux de la gauche radicale à des niveaux oubliés depuis les années 80. Une manière également de contourner le passif relationnel compliqué qui lie l'ancien sénateur socialiste avec le monde des médias. Selon l'émission Quotidien de ce mercredi, les équipes de la France Insoumises espèrent désormais pousser cet avantage en créant un média alternatif qui permette de véhiculer son message. Il s'agirait même d'une «chaîne de télévision», qui permettrait au mouvement de parler politique bien sûr, mais aussi de société, d'économie, de culture, et de jeu vidéo.

Contactés par le Figaro, les responsables LFI ne confirment pas pour l'instant avoir tranché pour le modèle télévisuel. «Il s'agit de passer à un stade supérieur. Plus qu'un canal de la TNT cela pourrait ressembler à une plateforme web multimédia. L'important reste l'état d'esprit d'indépendance politique et économique du média», explique Manuel Bompard. L'ancien directeur de la campagne de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle revendique plutôt le modèle de La Tuerka, émission qui a contribué à l'essor du mouvement espagnol Podemos, que celui de TéléSûr, chaîne d'information continentale sud-américaine notamment lancée par Hugo Chavez et ses soutiens.

Les méthodes et la communication de Podemos ont d'ailleurs été scrutées de près en 2016 par la discrète Sophia Chikirou, qui s'est illustrée aux manettes de la communication de Mélenchon lors de la présidentielle. C'est elle qui supervise l'élaboration du projet, forte également d'une bonne connaissance du phénomène Bernie Sanders aux États-Unis. Elle en a notamment tiré la stratégie de «contournement» des médias qui a prévalu pendant la campagne présidentielle. Plus

qu'un média proprement militant et étiqueté France Insoumise, le projet se veut être le porte-voix médiatique des courants de pensées qui forment la gauche alternative actuelle, et également un contrepoids à «l'establishment médiatique» que pourfend régulièrement Mélenchon.

### Limiter le pouvoir des médias dominants

Le futur média pourra compter sur le savoir-faire acquis par Raquel Garrido, l'une des égéries de la France Insoumise, qui a troqué sa casquette de militante pour celle de chroniqueuse sur C8. Mais le futur média entend aussi s'attacher les services de journalistes de profession. «Il y a des journalistes qui font un travail de militants et il y a des militants qui se permettent de faire un travail de journalistes et le font d'ailleurs très bien», a relevé mercredi le député Éric Coquerel à l'occasion d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

Reste à déterminer la forme concrète de ce nouveau média et son support: plusieurs responsables Insoumis démentent l'information de Quotidien selon laquelle le projet vise l'attribution d'un canal TNT par le CSA. Il s'agirait donc de constituer une étape 3.0 de «L'ère du Peuple», le blog très suivi de Jean-Luc Mélenchon, et qui ne soit cette fois plus limité aux seules voix du tribun et de ses soutiens directs. Une traduction concrète, en somme, de la volonté exprimée lors des journées d'été de la France insoumise d'août dernier, de «limiter le pouvoir des médias dominants».



**A Suivre...  
La Presse en Revue**